



“Aret Kokin Nu Laplaz” [AKNL] / “Stop Stealing Our Beaches” – Civil society coalition in Mauritius against the privatisation of the last wild beaches remaining and the destruction of their unique ecosystems.

Email: contact@aknl.net Website: www.aknl.net

Aret Kokin Nu Laplaz
c/o 70, Ganga Lane
Belle Rose, Rose Hill

L’Honorable Renganagen Padayachy

Ministre des Finances, du Plan et du Développement
Ground Floor Government House,
Port Louis

28 Mai 2020

Monsieur le Ministre,

Points supplémentaires aux soumissions déjà faites par AKNL pour les consultations pré-budgétaires 2020-2021

Vous êtes aujourd’hui celui qui avez la charge de redéfinir les contours du modèle de développement de notre pays. Le collectif de citoyens engagés *Aret Kokin Nu Laplaz* (AKNL) a déjà envoyé par courriel ses soumissions pour les consultations pré-budgétaires. Des documents intitulés:

- 1. Making sure the Assises Nationales de l’Environnement leads to meaningful progress***
- 2. Proposals for the 2020-2021 Government Budget from the Small Planters Association & AKNL - Coastal agro-tourism: preserving the coastline while giving an economic boost to small planters and coastal villages.***

Nous souhaitons ici attirer votre attention sur quelques suggestions additionnelles importantes, par rapport au combat que nous menons. Nous espérons que ce Gouvernement ne se murera pas face aux citoyens et qu’il ouvrira au contraire plus de voies de communication saines et constructives.

Votre collègue, l’Honorable Ramano, pourrait d’ailleurs se porter garant de la bonne foi des citoyens qui ont participé aux consultations des Assises Nationales de l’Environnement. Il pourra témoigner du travail que nous avons accompli avec les officiers de son Ministère. Et pour y avoir participé, nous pouvons témoigner que les nombreuses propositions soumises par ces citoyens sont des plus valables pour amorcer sérieusement la transition de Maurice vers une île plus écologique et qu’enfin nous puissions développer une vision durable du développement. Il s’agissait en effet de penser sur le long terme. Il devrait y avoir suffisamment de matière pour que Maurice amorce aussi son « green recovery » post Covid, dans le National Environment Strategy qui est en préparation. Nous espérons d’ailleurs que ce plan stratégique sera fidèle aux suggestions émises par les personnes qui avaient répondu présent à l’appel du Ministre Ramano.

Le collectif de citoyens *Aret Kokin Nu Laplaz* milite depuis 6 ans contre l’accapement de nos dernières plages, pour la préservation des écosystèmes côtiers fragiles et pour que le développement dans ces régions du littoral se fasse en adéquation avec les principes du développement durable, respectueux de l’environnement et des humains qui y habitent.

Nous n’allons pas revenir sur ces 6 années de combat, car nous nous doutons que Monsieur le Ministre a eu vent des nombreuses crispations, conflits qui se jouent sur les plages mauriciennes, sur des questions de privatisation ou encore ces courses contre la montre pour préserver des zones écologiquement sensibles,

menacées par des projets destructeurs avalisés par les Gouvernements successifs depuis ces 20 dernières années. Il y a des réalités aujourd'hui que nous ne pouvons plus ignorer, et nous ne pouvons plus plaider l'ignorance. La Crise du Covid-19 est passée par là et nous a rappelé nos fragilités. La crise climatique ne nous épargnera pas non plus et les effets se font déjà ressentir. Il suffit de voir nos plages reculer à vue d'œil. « *Time for Nature* » est d'ailleurs le thème choisi cette année par les Nations Unies pour la Journée Mondiale de l'Environnement qui sera célébrée le lendemain de votre « Grand oral » à l'Assemblée Nationale. Serons-nous en rupture ou en cohérence avec ce que préconisent les Nations Unies ?

Nous pouvons néanmoins constater aujourd'hui que les citoyens ont eu raison de s'opposer à ces destructions, à ces privatisations, à cette marchandisation à outrance de notre patrimoine naturel. Nous avons eu raison de nous opposer à cette économie de spéculation qui a mis notre pays en chantier pour des investisseurs peu scrupuleux en matière d'environnement. Des hôtels, des villas de luxe dans des zones écologiquement sensibles. Nous nous sommes opposés à ce manque de vision et de planification à long terme. À cela s'ajoutent des combats de toujours, des reproductions sociales qui nourrissent des inégalités criardes et des frustrations profondes. Et au milieu de tout ceci, il y a l'industrie précieuse et vitale du tourisme, en effet.

Certains avaient mis en garde contre des pratiques qui mettraient en péril cette industrie qui nous est si chère. La **Vision 2020** avait prévenu, dès 1997, qu'il fallait mettre une limite ["green ceiling"] afin de protéger l'« attractivness » de la destination : pas plus de 9 000 chambres d'hôtel. Aller au-delà serait destructeur pour le tourisme et finirait par demander trop de sacrifices aux locaux. Aujourd'hui en 2020, nous sommes à plus de 13 500 chambres, soit à 150% de la capacité maximale préconisée par la **Vision 2020** et le gouvernement a persisté à valider de nouveaux hôtels. Doit-on s'étonner que les touristes trouvent Maurice moins attirante ? Devons-nous être choqués de découvrir que l'hôtellerie est le secteur le plus endetté de notre économie selon les rapports annuels de la Banque de Maurice ? Cela ne date pas de la crise du Covid-19, Monsieur le Ministre. Durant toute l'année 2019, la baisse des arrivées touristiques a fait la une des journaux. Une situation officiellement confirmée en février dernier par Statistics Mauritius : « *During the year 2019, the room occupancy rate of large hotels was 74% lower than the 77% registered in 2018; the bed occupancy rate was 66%, lower than the 70% recorded in 2018.* »

Nous tirons la sonnette d'alarme dans un dernier élan, car nous sentons venir la braderie de notre pays à des vautours qui viendront se rassasier sur la carcasse de notre économie à genoux.

1. **Il faudrait un gel des constructions qui se font sur les Pas Géométriques.** Certains projets ont à peine démarré, et d'autres n'ont pas encore commencé. Nous avons en tête des sites tels que la Péninsule des Salines à Rivière Noire, Beau Champ à Bel Ombre ou encore Pomponette. A quoi bon continuer le massacre écologique et la privatisation de ces zones ? Il est évident qu'il faudrait éviter une multiplication d'établissements inutiles, qui viendraient gonfler une offre déjà saturée et qui ne trouvera pas preneurs. Il y a déjà un excès de chambres dans le secteur de l'hôtellerie. Nous peinons depuis un moment à les remplir. Il y a de plus une inadéquation entre les sièges d'avion et les chambres d'hôtel disponibles. Cet état des choses ne va pas s'améliorer de si tôt.
2. **Nous réclamons en parallèle la mise sur pied d'un *National Tourism and Coastal Land Audit Commission*** pour revoir la politique touristique et redéfinir l'utilisation des espaces du littoral, allant dans le sens de la préservation de l'environnement côtier et marin. Quoiqu'on en dise, le tourisme tel que nous l'avons pratiqué a été lourdement nuisible pour notre environnement, d'autant plus que les activités et les structures liées à cette industrie se concentrent sur notre littoral. Arrêtons de taire et de trouver des justifications à l'impact réel du tourisme sur l'environnement. Levons l'omerta. La

crise climatique ne nous épargnera pas non plus, Monsieur le Ministre. Gérer le territoire, c'est aussi mettre en place les moyens de se protéger contre les effets dévastateurs du changement climatique pour notre petite île hautement vulnérable. Et si nous voulons donner un nouveau souffle au tourisme, il faudra faire un bilan honnête des pratiques actuelles. Pensez-vous d'ailleurs que l'offre « plages ratisées, nivelées aux râteaux...érosion et coraux morts» fassent rêver les touristes qui viennent à Maurice ? L'offre mauricienne n'est pas dans l'air du temps. Maurice ne séduit plus. Le paradis artificiel ne fait plus illusion.

Nous devons dans la même foulée pouvoir évaluer tous ces projets de "Smart Cities", immobiliers de luxe, voire arrêter ces constructions qui empiètent sur notre littoral déjà bien abîmé et réduit. Nous ne pouvons sacrifier nos terres et tolérer que des promoteurs peu scrupuleux qui ont obtenu des baux s'adonnent à davantage de spéculation. Cette frénésie doit cesser. Ces espaces peuvent être récupérés, restaurés, et convertis en parcs côtiers. Misons sur un environnement et des paysages authentiques bien entretenus.

Déjà en avril 2018, l'Economic Development Board en la personne de M. Sachin Mohabeer avouait dans les colonnes d'un quotidien qu'il nous faudrait au moins 10 ans pour écouler le « backlog » de 4000 villas et appartements de luxe déjà construits. Entre-temps d'autres projets ont été avalisés, notamment dans la zone côtière. Nous pouvons citer en exemple les projets à Grand Gaube où des pelleteuses il y a peu faisaient le va-et-vient en plein marécage au lendemain du World Wetlands Day célébré en grande pompe par le Gouvernement. Avons-nous seulement conscience de la valeur inestimable des services rendus par ces écosystèmes côtiers ? Si nous devons recréer artificiellement ces mêmes services, cela se chiffrerait très certainement par centaines de millions. Est-ce que la relance économique rimera avec la reprise des écocides qui étaient en cours dans la zone côtière avant le confinement, Monsieur le Ministre ?

3. **Nous demandons aussi qu'il y ait des consultations publiques pour la nouvelle version du National Development Strategy, plan directeur pour l'aménagement du territoire, et que celles-ci aient lieu au plus vite.** Ce document, qui est en train d'être mis à jour par le Ministère des Terres, ne doit pas se faire en l'absence de débat démocratique et de transparence. Ces dernières années Maurice a tout misé sur le tourisme et l'immobilier du luxe. Aujourd'hui nous devons compter sur nous-mêmes, nos ressources. Et la question de la gestion des terres de Maurice est plus que jamais au centre de tout. Les citoyens doivent avoir leur mot à dire. Pourquoi votre collègue, l'Honorable Obeegadoo, ne pourrait-il pas organiser des Assises Nationales pour l'Aménagement du Territoire, tout comme a su le faire l'Honorable Ramano pour l'Environnement ?
4. **Aussi, il n'y a plus à tergiverser au sujet de la restitution de la plage de Pomponette aux Mauriciens.** Le Ministre des Terres et du Logement d'alors avait invoqué « l'intérêt national » pour justifier la déproclamation de la plage publique. Cela fera 1 an, fin juin, que l'*Attorney General* Maneesh Gobin devait sévir contre le promoteur *Clear Ocean Hotel and Resort Ltd* après le constat de la violation des conditions stipulées dans leur *Lease Agreement*. En 2020 nous avons entamé la quatrième année de combat pour l'ex-plage publique de Pomponette. Depuis le début de cette saga, nous assistons à des révélations qui mettent en lumière un historique d'impayés, de dettes, liquidation, non-respect du *Lease Agreement* en diverses occasions, incapacité financière à faire décoller un quelconque projet. De quoi remettre en question les procédures de due diligence, voire le sérieux des services de l'État. Nous avons pu découvrir dans la presse locale et sud-africaine des articles accablants, des « leaks ». Ces promoteurs s'adonnent clairement à de la spéculation avec le patrimoine des Mauriciens. Peut-

on qualifier ce type de projet « d'intérêt national », Monsieur le Ministre ? Il ne suffirait que d'un coup d'œil au fin technicien que vous êtes pour évaluer le sérieux de ce projet et des promoteurs qui le portent.

Enfin nous terminerons avec ces rappels. Actuellement, le public ne peut accéder et profiter que de 14% du littoral mauricien (48 kilomètres de plages publiques sur 322 kilomètres de côtes que compte l'île Maurice). En l'absence de chiffres officiels depuis 2005, AKNL a estimé qu'environ 90 kilomètres de notre linéaire côtier est occupé par des hôtels, villas de luxe et terrains de golf, et 60 kilomètres par les campements. Cela signifie qu'environ la moitié de notre littoral a déjà été privatisé, soit environ 150 kilomètres. Et ce constat devra très certainement être revu à la hausse, car d'autres pans de notre littoral sont devenus l'atout principal de vente pour des projets de Smart Cities, notamment à la Cambuse et Le Bouchon.

Monsieur le Ministre, la **Vision 2020** ne sera bientôt qu'un souvenir. Mais ceci avait été annoncé : « *An equally appealing feature is the harmonious coexistence of diverse cultures which make up the Mauritian nation. Over-development would destroy this appeal, threaten the ecology of the lagoons, and deprive Mauritians of a proper share of their own beaches.* » Ils avaient vu juste. Nous étions alors en 1997, au sommet du miracle économique mauricien. Maurice était un exemple pour l'Afrique, un petit miracle pour le Monde, le Tigre émergent de l'Océan Indien. Où en serions-nous aujourd'hui si nous avons suivi les recommandations de la **Vision 2020**? Devant le gouffre post-Covid qui s'ouvre devant nous, allez-vous préconiser le « business as usual » ou appeler à plus de lucidité face à un Monde qui ne sera plus le même et encourager une reprise qui soit plus ancrée dans un présent, dans la réalité locale et moins dans la spéculation avec des investisseurs invisibles, qui apparaissent aussi vite qu'ils disparaissent ? Nous vous demandons humblement de miser sur l'humain et l'environnement et qu'ensemble nous puissions soigner notre pays, afin qu'il se relève plus stable, plus autonome et préparé aux défis, aux crises de demain.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations respectueuses.

Carina Gounden

Yan Hookoomsing

Citoyens engagés du Collectif *Aret Kokin Nu Laplaz (AKNL)*

Copie à :

- *L'Honorable Steven Obeegadoo, Ministre du Logement et de l'aménagement du territoire.*
- *L'Honorable Kavy Ramano, Ministre de l'Environnement, de la gestion des déchets solides et du changement climatique.*
- *L'Honorable Joe Lesjongard, Ministre du Tourisme.*
- *L'Honorable Maneesh Gobin, Attorney General, Ministre de l'Agro-industrie et de la sécurité alimentaire*
- *La Presse*